

**Alain Obadia**

**Président de la Fondation Gabriel Péri**

## **« Penser autrement la question du développement »**

Pour aborder ce thème, je pense tout d'abord qu'il est important de **ne pas prendre les concepts « en soi »** (comme disent les philosophes). Le développement en soi, la croissance en soi, ça n'existe pas. Il existe, en revanche, des modèles de développement, des modèles de croissance et aujourd'hui, ils sont inséparables ou au minimum dominés et sur déterminés par le **capitalisme, sa logique, ses objectifs et ses critères**.

Or, nous vivons une **période de notre histoire marquée par des défis majeurs** : technologiques, sociaux, économiques, géo-politiques, écologiques, culturels etc. La crise systémique, globale que nous vivons est le symptôme que, dans sa logique de concurrence généralisée, de domination écrasante des exigences de rendement financier, de guerre économique mondialisée, **le capitalisme ne peut y faire face que par des voies catastrophiques pour les peuples**. La multiplication des conflits armés l'illustre dramatiquement. L'évolution technologique sous contrainte de rentabilité alimente le chômage, la course au profit engendre des dégâts dramatiques pour les écosystèmes à tel point qu'on peut affirmer que par ses mécanismes les plus fondamentaux, **le capitalisme n'est pas écolo-compatible**.

Or, la **réponse aux défis écologiques** détermine l'avenir même de l'humanité. C'est dire à quel point la prise en compte de dimensions - aujourd'hui absentes ou marginales dans les processus de décision - doit être considérée comme incontournable.

Plus largement, le modèle de développement correspondant aux enjeux de notre temps doit se définir inséparablement comme **social, écologique, démocratique et solidaire**. Il doit intégrer le long terme et rompre avec la myopie inhérente à la logique des marchés.

**Ce résumé constitue en quelque sorte le fil rouge de ce que je vais développer maintenant.**

**En préalable, je veux insister sur un fait : dès aujourd'hui**, des millions de gens en France, en Europe et dans le monde font la démonstration concrète qu'ils pensent autrement la question du développement. Acteurs de l'économie sociale et solidaire, créateurs de coopératives, initiateurs de circuits courts, animateurs de structures associatives, de fab labs, catalyseurs de *crowdfunding* pour porter des projets solidaires, promoteurs d'approches nouvelles dans l'économie de partage (même si nous verrons que ce champ est aussi occupé par tenants de l'économie marchande la plus libérale [ubérisation]) ils sont nombreux celles et ceux qui s'investissent concrètement dans **des logiques alternatives au système dominant**.

Les **luttres démontrent aussi** la force montante d'une vision différente du développement.

Avec la grande diversité qui caractérise ce rassemblement - ces visions alternatives sont très présentes dans les débats de **Nuit Debout**. Mais elles sont présentes aussi dans les **luttres pour le retrait de la loi travail**. Cette dernière est une **caricature de la logique du modèle dominant**. L'objectif central est celui de la rentabilité du capital. Tout doit lui être subordonné et les fameuses réformes structurelles du marché du travail, (un des principaux axes stratégiques de l'Union européenne telle qu'elle est orientée aujourd'hui) dans lesquelles s'intègre le projet gouvernemental conduisent inmanquablement à la régression des garanties collectives des salariés, au dumping social, à l'aggravation de la précarisation.

Tout **l'enjeu** est donc que ces luttres et ces nouvelles pratiques, que cette énergie de la société puissent **prendre progressivement le dessus**. Penser autrement le développement c'est aussi, par beaucoup d'aspects, travailler au dépassement du système capitaliste.

**J'ai parlé il y a quelques instants d'une conception du développement sociale, écologique, démocratique et solidaire**. Je vais essayer d'aborder très brièvement ces quatre caractéristiques d'un **objectif qui, en réalité, structure** bien des actions concrètes, bien des mobilisations et qui peut être le substrat d'un projet politique plus global.

Évidemment, je m'empresse de préciser que ces caractéristiques ne doivent **pas être comprises comme étant simplement juxtaposées**, je ne vais pas décrire une construction en silos. Il faut au contraire avoir conscience dès le départ **des interactions** qui existent entre elles. Le social est par exemple inséparable de la démocratie, cette dernière est indispensable à l'écologie etc, etc.

### **1) La conception du développement que nous devons, à mon sens, porter est inséparable de sa dimension sociale.**

Ses objectifs premiers sont de **répondre aux besoins des populations et de préparer l'avenir**, dans une optique de progrès humain durable.

J'ai, bien sûr conscience que ces 3 concepts ouvrent sur des débats qui pour chacun d'entre eux peuvent être fort longs. Je n'ai malheureusement pas le temps d'en développer tous les aspects (nous pourrons y revenir si vous le souhaitez).

Je veux juste indiquer que dans mon propos, **la « réponse aux besoins »** correspond à une **définition large** incluant non seulement les besoins de base mais aussi les aspirations, les désirs, les appétences... Qu'elle inclue le **développement des services publics** : santé, éducation, énergie, transports, logement, distribution de l'eau, culture, environnement etc. autant de sujets qui structurent notre vie quotidienne.

Que le raisonnement tient compte du fait que les **besoins sont façonnés par les rapports sociaux**, par les modes de vie, par les modèles de représentation inhérents à une société donnée. Il tient compte de la nécessité de mener une bataille (avec des dimensions administrative, juridique, fiscale mais aussi une bataille de conviction) contre les déformations engendrées par le développement depuis des décennies du modèle consumériste/productiviste.

Il me semble important de lier les deux et de ne pas oublier que le **consumérisme et le productivisme** sont les deux faces d'une même médaille : celle de la suraccumulation financière. Le modèle consumériste est fondé sur la recherche d'un *turn over* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et les profits. La consommation et la production sont ainsi étroitement articulées : **l'une tirant l'autre, l'autre nourrissant l'une**. Ainsi, dans la logique consumériste/productiviste le **moteur réel** n'est pas la satisfaction des besoins mais la maximisation des profits. C'est tellement vrai que depuis des années ce modèle est structuré par les pratiques de l'obsolescence programmée qui poussent à la surconsommation par nécessité de remplacer les produits et qui pousse aux gâchis de matières et d'énergie.

Le **progrès humain** quant à lui renvoie à l'idée d'émancipation, d'épanouissement et de développement des potentialités de chacun et de tous. Ces idées sont au cœur des combats de ce que j'appellerai pour me faire comprendre la « gauche de gauche » tout au long de son histoire. Ce combat part du constat que ces **aspirations au bien vivre** (le « *bien vivre* » si présent dans les débats latino américain) doivent se concrétiser dans les différents domaines qui conditionnent notre existence. Et que ces aspirations peuvent se réaliser en pratique.

**Opérer** un fort mouvement d'amélioration des conditions de travail et de vie dans la majeure partie des pays du monde ; Dans des pays comme le nôtre, **empêcher** non seulement les régressions envisagées ou mises en œuvre partout en Europe ou dans d'autres pays développés mais plus encore **conquérir** de nouveaux systèmes d'organisation sociale, de nouvelles garanties collectives pour être, par exemple, capable de faire face dans des conditions soutenables aux chocs que peut induire sur l'emploi la révolution numérique **sont quelques unes des questions à l'ordre du jour**. Pour concrétiser mon propos je dirai que ce qu'on appelle la période dans laquelle nous sommes entrés c'est une véritable Sécurité sociale professionnelle et non cette réforme régressive du droit du travail. Cela permet d'illustrer la nature des débats qui peuvent exister.

Mais chacun comprend bien qu'en partant de cette **vision large de la réponse aux besoins**, je prends déjà parti sur une question essentielle : celle du **développement**. Les besoins aujourd'hui **non satisfaits sont immenses**. C'est évident dans la majorité des pays du monde, tout particulièrement en Afrique mais pas seulement. Cela reste une réalité forte dans les pays développés. C'est encore plus réel si on tient compte des **projections démographiques** aujourd'hui quasi certaines : 9 milliards d'êtres humains en 2050 (contre 7 aujourd'hui), 72 millions d'habitants pour la France au même horizon contre 64. En **revanche la façon de répondre à ces besoins nouveaux et donc le modèle de développement est bien au cœur de la question**.

## 2) La dimension écologique est au cœur du nouveau mode de développement qu'appelle l'issue à la crise systémique.

Le développement dont nous parlons doit être **soutenable et durable**. Il doit se caractériser par une gestion maîtrisée de l'impact écologique des activités humaines.

La lutte pour maintenir le **réchauffement climatique** « bien en deçà des 2°C » (pour reprendre le texte de la COP 21) est d'une importance capitale pour notre futur et elle dépend, pour beaucoup, des décisions concrètes des Etats et de leur capacité à résister aux pressions des différents lobbies et notamment à ceux des multinationales et des fonds financiers. Les **ressources fossiles** ne sont pas illimitées. Leur gestion responsable est devenue un impératif absolu. Toutes les voies pour leur substituer des ressources renouvelables doivent être explorées pour dégager des solutions (il existe beaucoup d'expériences et de recherches à ce propos). La **préservation des écosystèmes** doit désormais être considérée comme une dimension à intégrer dans les différents projets de développement sans jamais oublier que les humains sont partie constitutive des écosystèmes. La sauvegarde de la **biodiversité** doit figurer en bonne place dans nos préoccupations. Je le répète : nous devons gagner (ou imposer comme on voudra car nous savons qu'il y a des résistances) l'instauration de **critères de gestion**, d'évaluation et de décision intégrant pleinement ces impératifs aujourd'hui absents ou marginaux.

Tout cela débouche, en particulier sur la nécessité absolue **de transformer les modèles productifs**. La production reste évidemment indispensable pour répondre aux besoins. Mais un renouvellement de son approche est nécessaire à toutes les étapes. Il ne surgira pas sur un coup de baguette magique. Nous le concevons comme un processus ; mais un processus impliquant de l'ambition et de la volonté pour que ses délais soient les plus réduits possibles. Les caractéristiques principales de cette nouvelle approche peuvent être résumées de la façon suivante :

- **Elle doit être fondée sur une généralisation de l'écoconception.** Cela signifie qu'en rupture avec la logique de l'obsolescence programmée, la conception des produits doit être orientée
  - par les impératifs de **qualité, de durabilité et de modularité** (pour intégrer des améliorations technologiques sans être obligés d'acheter un nouveau produit) ;
  - **par une gestion économe des matières premières**, des matériaux et des ressources naturelles. La préoccupation de leur **substituabilité** pour éviter les ruptures écologiques doit se manifester avec force (comme dans le cas de la chimie végétale) ce qui suppose un immense effort de recherche.

**Bien évidemment, la lutte contre les pollutions** de toutes sortes doit être une priorité majeure comme la recherche de la plus grande efficacité **énergétique** ;

La gestion et le **recyclage** des matériaux, des composants et des déchets doit être conçue dès l'origine du produit. La création de **filiales de réparation et de maintenance** doit être accélérée. Elle constitue l'une des caractéristiques novatrice de cette nouvelle approche.

Dans une logique d'« **économie circulaire** », **conçue de manière ouverte et réaliste, à l'opposé de toute conception dogmatique** il faut développer les mises en réseaux pour organiser la complémentarité des besoins et les coopérations mutuellement profitables. Car les déchets des uns peuvent et doivent devenir les matières premières des autres. De même la création d'**écosystèmes industriels** - rapprochant sur un même site ou sur des sites proches des entreprises intégrées à un tel cycle - permet de minimiser les contraintes de transports et de créer des synergies en matière énergétique ou dans les consommations de fluides.

Il en va de même du développement de **l'économie de la fonctionnalité** associant étroitement produits et services dans l'optique de favoriser leur utilisation partagée.

Comme on le voit, contrairement à certaines visions étroites et passées **industrie et écologie peuvent faire l'objet d'un même combat !**

### **3) Des avancées démocratiques sont absolument indispensables pour donner force à cette action pour un nouveau mode de développement.**

Il ne s'agit pas d'une figure de rhétorique. C'est un **point de passage obligé**. Les nouveaux critères de gestion que j'évoque, les stratégies de long terme soucieuses de l'ensemble des dimensions que je viens de mentionner, tout cela ne verra pas le jour du fait de la bonne volonté des actionnaires ou des fonds financiers qui dominent l'économie, les marchés, les entreprises. Des **pouvoirs nouveaux** pour les salariés, et dans certaines configurations des élus territoriaux ou encore des associations **sont déterminants** pour définir selon d'autres conceptions les stratégies et l'efficacité sociale des gestions et des investissements.

Je ne vais **pas** me lancer ici dans **une énumération programmatique de mesures** à concrétiser mais cela va, à titre d'exemple, de l'avis obligatoire (et non consultatif) des comités d'entreprises sur les grands projets stratégiques au renforcement du rôle des associations dans les enquêtes d'utilité publique en passant par le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire ou encore par le développement de formes de propriété publique ou de moyens de maîtrise sociale sur des entreprises ou des activités particulièrement essentielles.

### **4) Les nouvelles voies du développement doivent être marquées par la logique de solidarité.**

**Elle doit se substituer progressivement au paradigme du « tout concurrence » du libéralisme triomphant.**

Là encore, il s'agit d'un sujet immense que je ne pourrai qu'effleurer pour tenir mon temps de parole.

Pour dire les choses de manière ultra ramassée soulignons quelques idées clés.

- Bien sûr, la solidarité est une **valeur à laquelle nous sommes moralement attachés**. Être ensemble pour affronter les problèmes à l'opposé du chacun pour soi individualiste, c'est une vraie valeur de la gauche.

Mais mon propos **va beaucoup plus loin**.

Aujourd'hui face aux défis que j'ai évoqués, nous ne pouvons **pas trouver de solutions autrement qu'en mettant nos intelligences et nos forces en commun**. C'est évident pour le défi climatique, évident pour le défi des migrations, évident pour le défi de la réponse aux besoins, évident pour le défi d'une transition énergétique réussie. En réalité, **nos sorts sont totalement liés**. Nous sommes solidaires au sens où deux pièces mécaniques le sont : quand l'une bouge ça se répercute sur l'autre. C'est aussi une des caractéristiques de la mondialisation à l'ère de la révolution numérique.

Le modèle du type « **je gagne contre toi** » est **désormais obsolète**. Il ne fait que des perdants. L'Allemagne fait des excédents commerciaux structurels depuis des années, elle plombe une bonne partie de l'Europe et se plombe avec elle ! On voit bien que le modèle chinois de ces trente dernières années fondé sur la priorité absolue à l'export n'est pas durable. En enfonçant leurs sous-traitants à force de leur demander des prix bas, les grands groupes français se sont affaiblis eux-mêmes. Avec ce modèle du « tout concurrence » et du *low cost* on tue les services publics ou on ravage l'agriculture etc. C'est le modèle de l'OMC et des traités de libre échange (TAFTA et autres) qui est à remettre en cause dans la recherche de modèles plus relocalisés et plus coopératifs.

Cette approche doit notamment **irriguer toute la réflexion montante sur les communs** (réflexion qui n'est pas sans débats ni contradictions et qui pourrait faire l'objet d'un autre débat)

En tout état de cause, la **notion de biens communs** est en train de s'installer, nous devons la porter en avant.

\*\*\*

Nous devons prendre conscience que **l'émergence de cette nouvelle conception du développement transforme profondément le débat sur les relations entre croissance et décroissance**. Grâce à la meilleure qualité, à la plus longue durabilité des produits à la

possibilité de les modifier ou de les améliorer ce modèle en devenir porte en lui des **éléments évidents de décroissance** mais pas au détriment de la satisfaction des besoins. **A l'inverse**, plus économe et plus efficace, il permet de dégager des ressources pour des dépenses sociales accrues et créatrices de nouveaux emplois. Plus aut centré dans le cadre d'un processus de relocalisation, il permet aussi des créations d'emplois dans le secteur productif. Bref, **il ouvre aussi la voie à une nouvelle croissance**. A l'opposé du modèle de la mondialisation néolibérale fondée sur le dumping social, fiscal et environnemental, il est un des facteurs permettant d'engendrer une **spirale vertueuse de développement**.